

Chambre des Représentants.

SEANCE DU 14 MAI 1924.

Projet de loi portant approbation de l'amendement à l'article 393 du Traité de Versailles et aux articles correspondants des autres Traités de Paix, adopté par la Conférence Internationale du Travail à sa quatrième session (18 octobre-3 novembre 1922).

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Le Traité de Versailles, après avoir décrété dans sa partie XIII (art. 388) l'institution du Bureau International du Travail, avait placé celui-ci, par les dispositions de l'article 393, sous la direction d'un Conseil d'administration dont la composition était arrêtée comme suit :

Douze personnes représentant les Gouvernements;

Six personnes élues par les délégués à la Conférence représentant les patrons;

Six personnes élues par les délégués à la Conférence représentant les employés et les ouvriers.

En outre, l'article 393 stipulait que, sur les douze représentants gouvernementaux, huit devaient être nommés par les membres dont l'importance industrielle est la plus considérable et quatre par les délégués gouvernementaux à la Conférence, à l'exclusion des huit susmentionnés.

Le soin de désigner les huit membres dont l'importance industrielle est la plus considérable était confié à la Société des Nations. Enfin l'article précité fixait à trois ans la durée du mandat des membres du Conseil d'administration.

En exécution de ces décisions, les huit pays appelés à siéger de plein droit au sein du dit Conseil furent les suivants :

États-Unis, Grande-Bretagne, France, Allemagne, Italie, Belgique, Japon, Suisse.

L'Allemagne avait été inscrite sur cette liste en vue de son admission éventuelle dans l'Organisation Internationale du Travail. Au cas où cette éventualité

ne se réaliserait pas, la huitième place devrait être attribuée à l'Espagne. D'autre part, les délégués gouvernementaux des autres États attribuèrent, par voie d'élection, à l'Espagne, à l'Argentine, au Canada et à la Pologne les quatre sièges restant à pourvoir.

En présence de ces désignations, la Pologne et le Canada retirèrent les réclamations qu'ils avaient antérieurement présentées contre la désignation des membres de droit; la Suède en fit autant, les délégués ouvriers ayant appelé un Suédois à siéger comme représentant ouvrier au Conseil; l'Inde seule maintint sa protestation après que ses délégués gouvernementaux eurent refusé de participer à l'élection des quatre États appelés à se faire représenter au Conseil.

Au cours de la première session de la Conférence Internationale du Travail, tenue à Washington en novembre 1919, un groupe de pays comprenant tous les États de l'Amérique Latine, l'Espagne, le Canada, l'Afrique du Sud, la Chine, l'Inde, la Perse, le Siam et le Japon, exprima son mécontentement du fait que, sur quinze pays différents représentés au Conseil, il y avait douze pays d'Europe, et que, sur vingt-quatre membres, vingt étaient des Européens. Ces protestations aboutirent au vote de la motion suivante :

« La Conférence Internationale du Travail exprime sa désapprobation de la composition du Conseil d'Administration du Bureau International du Travail, en raison du fait que pas moins de vingt membres sur les vingt-quatre qui composent le dit Conseil, représentent des pays européens ».

Ainsi la question de la réforme du Conseil d'administration se trouvait posée avec acuité dès la fin même de la Conférence de Washington. Des objections y avaient été élevées au sujet de la composition du Conseil et de la prédominance des membres européens et le Gouvernement de l'Inde, qui n'avait pas obtenu un siège au Conseil malgré sa réclamation, allait réitérer sa protestation d'une manière officielle.

Outre la réclamation de l'Inde, trois autres demandes de représentation au sein du Conseil d'administration furent présentées postérieurement à la Conférence de Washington par les gouvernements des Pays-Bas, de Cuba et de Tchéco-Slovaquie, sans toutefois qu'il ait été demandé de les soumettre à la décision du Conseil de la Société des Nations.

Le Gouvernement polonais, d'autre part, renouvela la protestation qu'il avait déjà formulée en septembre 1919, mais retirée provisoirement à la suite du vote de la Conférence de Washington attribuant à la Pologne l'un des quatre sièges à pourvoir par élection.

Les réclamations ainsi exprimées, tant au sujet de la détermination des huit États ayant l'importance industrielle la plus considérable qu'au sujet de la composition du Conseil d'administration en général, et de l'insuffisance de la représentation attribuée aux pays extra-européens, avaient amené le Conseil à étudier, au cours de ses troisième et quatrième sessions (mars et juin 1920), la question de la réforme de sa constitution.

Ces études aboutirent à l'adoption par le Conseil, dans sa séance du 14 avril

1921, et sous la forme d'une recommandation aux trois groupes de la Conférence, de la proposition suivante :

« La Conférence recommande aux trois groupes de prendre en considération, à l'expiration du mandat actuel du Conseil, c'est-à-dire lors de l'élection de 1922, l'importance qu'il y aurait à assurer une répartition raisonnable entre les pays européens et les pays extra-européens. »

La question de la composition du Conseil d'administration fut ainsi inscrite comme premier point à l'ordre du jour de la III^e Conférence Internationale du Travail qui se tint à Genève en octobre 1921.

Sur rapport de sa Commission de proposition, la Conférence adopta la résolution suivante :

« La Conférence reconnaissant que des modifications au Traité de Paix constituent la seule méthode pratique pour corriger certaines imperfections présentes et assurer une représentation au Conseil d'administration tout à fait équitable pour l'ensemble des Membres, mais considérant que de telles modifications faites en vertu de l'article 422 ne sauraient être improvisées :

» Invite le Conseil d'administration à examiner la question et à inscrire à l'ordre du jour de la prochaine session des propositions en ce sens.

» En attendant qu'une décision complète soit prise en la matière par voie d'amendement à l'article 393, la Conférence recommande que la représentation des principales régions extra-européennes soit prévue par des dispositions équitables et, désireuse qu'elle est de prendre des mesures provisoires dans ce sens, elle présente, en vue des élections de 1922, les recommandations et résolutions suivantes qui resteront en vigueur jusqu'à ratification par les États, dans les conditions prévues à l'article 422, des modifications adoptées par la session de 1922.

» La Conférence adresse aux trois groupes les recommandations suivantes :

» Parmi les douze gouvernements représentés au Conseil d'administration, quatre devront appartenir aux pays extra-européens.

» Parmi les six délégués du groupe patronal, il y en aura au moins un qui appartiendra à un pays extra-européen.

» Parmi les six délégués du groupe ouvrier, il y en aura au moins un qui appartiendra à un pays extra-européen, et présente les résolutions suivantes :

» Les suppléants (membres adjoints) pourront accompagner les membres titulaires du Conseil d'administration. Ils auront le droit de parler sur des sujets particuliers avec l'autorisation demandée par écrit au Président.

» Ils n'auront pas le droit de vote.

» En l'absence du titulaire, le suppléant aura tous les droits de celui-ci.

» Tout suppléant devra remettre au président du Conseil ses pouvoirs sous la forme d'un document écrit.

» Les douze gouvernementaux représentés au Conseil d'administration pourront nommer leurs propres suppléants (membres adjoints). Ces suppléants pourront être d'une autre nationalité que le membre titulaire du Gouvernement lui-

même et seront désignés personnellement par le Gouvernement lui-même, ou par le membre titulaire dûment autorisé à cet effet par son Gouvernement.

» Les groupes patronal et ouvrier pourront nommer chacun six suppléants (membres adjoints), les frais de trois suppléants de chaque groupe étant à la charge de l'Organisation Internationale du Travail. Ces suppléants pourront être d'une nationalité différente du membre titulaire.

» Les recommandations et résolutions ci-dessus seront soumises aux Gouvernements, aux employeurs et aux ouvriers, au cours des douze mois qui suivront, de manière à ce que les délégués de chaque groupe puissent recevoir des instructions sur ces points pour la prochaine session de la Conférence.

» La Conférence renvoie au Conseil d'administration la question du système de roulement pour étude et rapport à la prochaine Conférence.

» La Conférence renvoie au Conseil d'administration, pour étude et rapport à la prochaine session de la Conférence, la proposition d'adapter au Conseil d'administration le paragraphe 5 de l'article 4 du Pacte de la Société des Nations ».

Cette résolution ainsi qu'il résulte de son texte, chargeait le Conseil d'administration de l'étude de certains points spéciaux qui se concrétisèrent en une série de propositions formelles qui furent présentées à la Conférence de 1922. Celle-ci, repoussant ces propositions, se rallia au texte suivant :

« L'article 393 du Traité de Versailles et les articles correspondants des autres traités de paix seront rédigés de la manière suivante :

» Le Bureau International du Travail sera placé sous la direction d'un Conseil d'administration composé de trente-deux personnes :

seize représentant les Gouvernements,
huit représentant les patrons, et
huit représentant les ouvriers.

» Sur les seize personnes représentant les Gouvernements huit seront nommées par les membres dont l'importance industrielle est la plus considérable et huit seront nommées par les membres désignés à cet effet par les délégués gouvernementaux à la Conférence, exclusion faite des délégués des huit membres susmentionnés. Sur les seize membres représentés, six devront être des États extra-européens.

» Les contestations éventuelles, sur la question de savoir quels sont les membres ayant l'importance industrielle la plus considérable, seront tranchées par le Conseil de la Société des Nations.

» Les personnes représentant les patrons et les personnes représentant les ouvriers seront élues respectivement par les délégués patronaux et les délégués ouvriers à la Conférence. Deux représentants des patrons et deux représentants des ouvriers devront appartenir à des États extra-européens.

» Le Conseil sera renouvelé tous les trois ans.

» La manière de pourvoir aux sièges vacants, la désignation des suppléants et

les autres questions de même nature pourront être réglées par le Conseil sous réserve de l'approbation de la Conférence.

» Le Conseil d'administration désignera un Président dans son sein et établira son règlement. Il se réunira aux époques qu'il fixera lui-même. Une session spéciale devra être tenue chaque fois que douze personnes faisant partie du Conseil auront formulé une demande écrite à cet effet. »

Aux termes de l'article 422 du Traité de Versailles, les amendements de la Partie XIII (Travail) adoptés à la majorité des deux tiers des suffrages émis par les délégués présents deviennent exécutoires lorsqu'ils ont été ratifiés par les États dont les représentants forment le Conseil de la Société des Nations et par les trois quarts des membres de la Société.

Il est à remarquer que le texte de l'amendement adopté sauvegarde les intérêts de la Belgique qui demeure membre de droit du Conseil d'administration, le nombre de ces membres ayant été maintenu à huit au lieu de six, chiffre proposé par le Conseil d'administration lui-même. D'autre part, cette nouvelle rédaction est évidemment de nature à garantir dans une mesure équitable la représentation des pays extra-européens.

C'est, dans ces conditions, que le Gouvernement croit pouvoir recommander au Parlement la ratification de l'amendement que la Conférence Internationale du Travail a estimé devoir proposer à l'article 393 du Traité de Versailles.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

HYMANS.

Pour le Ministre de l'Industrie et du Travail, absent :

Le Ministre des Colonies,

H. CARTON.

**Amendement à l'article 393 du Traité de Versailles et aux articles
correspondants des autres Traités de Paix.**

La Conférence générale de l'Organisation Internationale du Travail de la Société des Nations, convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau International du Travail et s'y étant réunie le 18 octobre 1922, en sa quatrième session, a adopté un amendement à l'article 393 du Traité de Versailles et aux articles correspondants des autres Traités de Paix, qu'elle a formulé comme suit :

L'article 393 du Traité de Versailles et les articles correspondants des autres Traités de Paix seront rédigés de la manière suivante :

Le Bureau International du Travail sera placé sous la direction d'un Conseil d'administration composé de trente-deux personnes :

Seize représentant les Gouvernements,
Huit représentant les patrons et
Huit représentant les ouvriers.

Sur les seize personnes représentant les Gouvernements, huit seront nommées par les Membres dont l'importance industrielle est la plus considérable et huit seront nommées par les Membres désignés à cet effet par les délégués gouvernementaux à la Conférence, exclusion faite des délégués des huit Membres susmentionnés. Sur les seize Membres représentés, six devront être des États extra-européens.

Les contestations éventuelles sur la question de savoir quels sont les Membres ayant l'importance industrielle la plus considérable seront tranchées par le Conseil de la Société des Nations.

Les personnes représentant les patrons et les personnes représentant les ouvriers seront élues respectivement par les délégués patronaux et les délégués ouvriers à la Conférence. Deux représentants des patrons et deux représentants des ouvriers devront appartenir à des États extra-européens.

Le Conseil sera renouvelé tous les trois ans.

La manière de pourvoir aux sièges vacants, la désignation des suppléants et les autres questions de même nature pourront être réglées par le Conseil sous réserve de l'approbation de la Conférence.

Le Conseil d'administration élira un Président dans son sein et établira son règlement. Il se réunira aux époques qu'il fixera lui-même. Une session spéciale devra être tenue chaque fois que douze personnes faisant partie du Conseil auront formulé une demande écrite à cet effet.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 14 MEI 1924.

Wetsontwerp tot goedkeuring van de wijziging in artikel 393 van het Verdrag van Versailles en in de overeenstemmende artikelen der andere Vredesverdragen aangenomen door de Internationale Arbeidsconferentie tijdens haar vierden zitting 18 October-3 November 1922.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Het Verdrag van Versailles na in deel XIII (art. 388) de instelling van het Internationaal Arbeidsbureau verordend te hebben, had dit laatste, door de beschikkingen van artikel 393, onder de leiding gesteld van eenen Beheerraad waarvan de samenstelling bepaald was als volgt :

Twaalf personen, die de regeeringen vertegenwoordigen;

Zes personen, verkozen door de afgevaardigden ter Conferentie die de bazen vertegenwoordigen;

Zes personen, verkozen door de afgevaardigden ter Conferentie die de bedienden en arbeiders vertegenwoordigen.

Bovendien bepaalde artikel 393 dat onder de twaalf vertegenwoordigers der Regeeringen, er acht door de leden wier industriële belangrijkheid de grootste is, moesten benoemd worden en vier door de regeeringsafgevaardigden ter Conferentie, met uitzondering der acht bovengenoemde leden.

De zorg om de acht leden aan te duiden wier industriële belangrijkheid de grootste is, was aan den Volkenbond toevertrouwd. Ten slotte werd de duur van het mandaat van de leden van den Beheerraad door voormeld artikel op drie jaar vastgesteld.

Ter uitvoering dezer bepalingen waren de acht landen geroepen om van rechtswege in gezegden raad te zetelen de volgende :

De Vereenigde Staten, Groot-Brittannië, Frankrijk, Duitschland, Italië, België, Japan, Zwitserland. Duitschland werd op deze lijst ingeschreven met het oog op

H

zijne eventueele opneming in de Internationale Arbeidsorganisatie. Ingeval deze eventualiteit zich niet zou voordoen, moest de achtste plaats aan Spanje toegekend worden. Van den anderen kant, werden de vier overige te begeven zetels door de regeeringsafgevaardigden der andere Staten bij verkiezing, aan Spanje, Argentina, Canada en Polen toegekend.

Ten aanzien dezer benoemingen trokken Polen en Canada de protesten in die zij vroeger ingediend hadden tegen de aanduiding der leden van rechtswege; Zweden handelde evenzoo, gezien de afgevaardigden-arbeiders een Zweed geroepen hadden om in den Raad als vertegenwoordiger der werklieden te zetelen; slechts Indië hield zijn protest staande nadat zijne regeeringsafgevaardigden geweigerd hadden aan de verkiezing van de vier Staten geroepen om zich in den Raad te doen vertegenwoordigen, deel te nemen.

In den loop van den eersten zitting der Internationale Arbeidsconferentie, gehouden in November 1919 te Washington, heeft eene groep landen, omvattend al de Staten van Latijnsch Amerika, Spanje, Canada, Zuid-Afrika, China, Indië, Perzië, Siam en Japan hare ontevredenheid uitgedrukt nopens het feit dat op vijftien verschillende in den Raad vertegenwoordigde landen er twaalf Europeesche landen waren en dat op de vier-en-twintig leden er twintig uit Europa waren. Dit protest leidde tot de aanneming van de volgende motie :

« De Internationale Arbeidsconferentie drukt hare afkeuring uit over de samenstelling van den Beheerraad van het Internationaal Arbeidsbureau om reden van het feit dat niet min dan twintig van de vier-en-twintig leden die gezegden Raad samenstellen, Europeesche landen vertegenwoordigen. »

Zoo was de vraag van de hervorming van den Beheerraad, reeds van het einde der Conferentie van Washington af, met scherpheid gesteld. Tegenwerpingen waren geopperd geweest aangaande de samenstelling van den Raad en het overwicht der Europeesche leden, en de Regeering van Indië, die ondanks hare klachten geen zetel in den Raad bekomen had, zou haar protest op officieele wijze herhalen.

Buiten de reclamatie van Indië, werden er na de Conferentie van Washington drie andere aanvragen om vertegenwoordiging in den Beheerraad ingediend door de regeeringen van Nederland, Cuba en Tsjecho-Slowakije, zonder dat er echter gevraagd werd ze aan de beslissing van den Raad van den Volkenbond te onderwerpen.

Anderzijds hernieuwde de Poolse Regeering het protest dat zij reeds in September 1919 geuit, maar voorloopig teruggetrokken had naar aanleiding van de stemming van de Conferentie van Washington, waarbij aan Polen een der vier zetels, die bij verkiezing te begeven waren, toegekend werd.

De aldus geuite klachten zoowel aangaande de vaststelling der acht Staten die de grootste industrieele belangrijkheid hebben, als nopens de samenstelling van den Beheerraad in het algemeen, en de ontoereikendheid der vertegenwoordiging toegekend aan niet-Europeesche landen, hadden er den Raad toe gebracht in den loop van zijnen derden en van zijnen vierden zitting (Maart en Juni 1920) de kwestie van de hervorming zijner samenstelling te bestudeeren.

Deze studiën leidden tot het aannemen door den Raad, in zijne zitting van 14 April 1921 en in den vorm van eene aanbeveling aan drie groepen der Conferentie, van het volgend voorstel :

« De Conferentie beveelt aan de drie groepen aan, bij het verstrijken van het tegenwoordig mandaat van den Raad, d. i. bij de verkiezing van 1922, in overweging te nemen van welk belang het zou zijn eene billijke verdeling tusschen de Europeesche en de niet-Europeesche landen te verzekeren. »

De kwestie van de samenstelling van den Beheerraad werd aldus opgenomen als eerste punt op den dagorde van de derde Internationale Arbeidsconferentie die gehouden werd te Genève in October 1921.

Op verslag van hare Commissie van voorstel, nam de Conferentie het volgend besluit aan :

« De Conferentie, erkennend dat het aanbrengen van wijzigingen in het Vredesverdrag de eenige praktische methode uitmaakt om zekere tegenwoordige onvolmaakheden te verbeteren en om eene vertegenwoordiging in den Beheerraad te verzekeren die voor de gezamenlijke Leden geheel en al rechtvaardig is, maar overwegend dat het aanbrengen van zulke wijzigingen, krachtens artikel 422, niet zonder voorbereiding zou kunnen geschieden.

» Noodigt den Beheerraad uit de kwestie te onderzoeken en op de dagorde van den eerstkomenden zitting voorstellen in dezen zin te doen voorkomen.

» In afwachting dat er in deze zaak eene volledige beslissing genomen worde, door middel eener wijziging in artikel 395, beveelt de Conferentie aan, dat de vertegenwoordiging der bijzonderste niet-Europeesche landen door rechtvaardige beschikkingen voorzien worde en, wenshend voorloopige maatregelen in dien zin te nemen, stelt zij, met het oog op de verkiezingen van 1922, de volgende aanbevelingen en besluiten voor, die zullen van kracht blijven totdat de wijzigingen aangenomen in den zitting van 1922, door de Staten, onder de voorwaarden voorzien in artikel 422, zullen bekrachtigd zijn.

» De Conferentie richt de volgende aanbevelingen tot de drie groepen :

» Van de twaalf Regeeringen die in den Beheerraad vertegenwoordigd zijn, moeten er vier tot de niet-Europeesche landen behooren.

» Van de zes afgevaardigden van de groep der arbeidgevers, moet er ten minste één tot een niet-Europeesch land behooren.

» Van de zes afgevaardigden van de groep der arbeiders moet er ten minste één tot een niet-Europeesch land behooren en stelt de volgende besluiten voor :

« De plaatsvervangende leden (toegevoegde leden) zullen de titelvoerende leden van den Beheerraad mogen vergezellen. Zij zullen het recht hebben over bijzondere onderwerpen te spreken, met de schriftelijk gevraagde toestemming van den Voorzitter.

» Zij zullen geen stemrecht hebben.

» Bij afwezigheid van het titelvoerend lid zal het plaatsvervangend lid al dezes rechten bezitten.

» Ieder titelvoerend lid zal aan den Voorzitter van den Raad zijne volmacht moeten ter hand stellen in den vorm van een geschreven document.

» De twaalf Regeeringen die in den Beheerraad vertegenwoordigd zijn, zullen hunne eigene plaatsvervangende leden (toegevoegde leden) mogen benoemen. Deze plaatsvervangende leden zullen van eene andere nationaliteit mogen zijn dan het titelvoerend lid der Regeering zelf, en zij zullen persoonlijk door de Regeering zelf aangewezen worden, ofwel door het titelvoerend lid, daartoe behoorlijk door zijne Regeering gemachtigd.

» De groepen der arbeidgevers en der arbeiders zullen elk zes plaatsvervangende leden (toegevoegde leden) benoemen; de kosten van drie plaatsvervangende leden van elke groep zijn ten laste der Internationale Arbeidsorganisatie. Deze plaatsvervangende leden zullen van eene andere nationaliteit mogen zijn dan het titelvoerend lid.

» De voorafgaande aanbevelingen en besluiten zullen aan de regeeringen, aan de arbeidgevers en aan de arbeiders onderworpen worden in den loop der twaalf maanden die zullen volgen, zoodat de afgevaardigden van elke groep voor den eerstkomenden zitting der Conferentie nopens deze punten onderrichtingen zouden kunnen ontvangen.

» De Conferentie verwijst naar den Beheerraad de vraag van het stelsel van afwisseling voor studie en verslag op de eerstkomende Conferentie.

» De Conferentie verwijst naar den Beheerraad, voor studie en verslag op den eerstkomenden zitting der Conferentie, het voorstel paragraaf 5 van artikel 4 van het Pact van den Volkenbond op den Beheerraad toe te passen. »

Dit besluit, zooals blijkt uit zijn tekst, belastte de Beheerraad met de studie van zekere bijzondere punten die concreet werden in eene reeks bepaalde voorstellen gedaan tijdens de Conferentie van 1922. Deze laatste verwierp gezegde voorstellen en sloot zich bij den volgende tekst aan :

« Artikel 393 van het Verdrag van Versailles en de overeenstemmende artikels der andere Vredesverdragen zullen luiden zooals volgt :

» Het Internationaal Arbeidsbureau zal onder de leiding gesteld worden van eenen Beheerraad, bestaande uit twee en dertig personen :

- » Zestien als vertegenwoordigers der Regeeringen.
- » Acht als vertegenwoordigers der patroons en,
- » Acht als vertegenwoordigers der arbeiders.

» Onder de zestien personen die de Regeeringen vertegenwoordigen, zullen er acht benoemd worden door de Leden wier industriele belangrijkheid de grootste is en zullen er acht benoemd worden door de leden hiertoe aangewezen door de regeeringsafgevaardigden ter Conferentie, met uitzondering van de afgevaardigden der acht bovenvermelde Leden. Onder de zestien vertegenwoordigde Leden zullen er zes niet-Europeesche Staten moeten zijn.

» De mogelijke geschillen over de vraag welke de leden zijn die de grootste industriele belangrijkheid hebben zullen door den Raad van den Volkenbond beslecht worden.

» De personen die de patroons vertegenwoordigen en de personen die de werklieden vertegenwoordigen zullen respectievelijk verkozen worden door de afgevaardigden der patroons en de afgevaardigden der arbeiders ter Conferentie.

Twee vertegenwoordigers der patroons en twee vertegenwoordigers der arbeiders zullen moeten behooren tot niet- Europeesche Staten.

» De Raad zal om de drie jaar hernieuwd worden.

» De wijze van benoeming voor de openstaande zetels, de aanwijzing der plaatsvervangers en de andere vragen van dergelijken aard, zullen mogen geregeld worden door den Raad, onder voorbehoud van goedkeuring door de Conferentie.

» De Beheerraad zal éenen Voorzitter kiezen in zijn midden en zijn reglement vaststellen. Hij zal vergaderen op tijdstippen die hij zelf zal bepalen. Een buitengewone zitting zal gehouden worden telkens twaalf van den Raad deel uitmakende personen het schriftelijk zullen gevraagd hebben. »

Volgens de bewoordingen van artikel 422 van het Verdrag van Versailles worden de wijzigingen in deel XIII (Arbeid), aangenomen bij meerderheid van de twee derden der door de aanwezige afgevaardigden uitgebrachte stemmen, uitvoerbaar wanneer de Staten wier vertegenwoordigers den Raad van den Volkenbond uitmaken en de drie vierden der Leden van den Bond ze zullen bekrachtigd worden.

Er valt op te merken dat de tekst van de aangenomen wijziging de belangen van België vrijwaart hetwelk van rechtswege lid blijft van den Beheerraad, daar het aantal dezer leden op acht behouden bleef in plaats van op zes, cijfer door den Beheerraad zelf voorgesteld. Van den anderen kant is deze nieuwe tekst klaarblijkelijk van aard de vertegenwoordiging der niet-Europeesche landen in billijke mate te waarborgen.

Dienvolgens is de Regeering van meening aan het Parlement de bekrachtiging te mogen aanbevelen van de wijziging die de Internationale Arbeidsconferentie geoordeeld heeft te moeten voorstellen betreffende artikel 393 van het Verdrag van Versailles.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

P. HYMANS.

Voor den Minister van Nijverheid en Arbeid afwezig,

De Minister van Koloniën,

H. CARTON.

**Wijziging in artikel 393 van het Verdrag van Versailles
en in de overeenstemmende artikelen der andere Vredesverdragen.**

De Algemeene Conferentie der Internationale Arbeidsorganisatie van den Volkenbond, bijeengeroepen te Genève door den Beheerraad van het Internationaal Arbeidsbureau en aldaar vergaderd hebbende op 18 October 1922, heeft tijdens haar vierden zitting een wijziging in artikel 393 van het Verdrag van Versailles en in de overeenstemmende artikelen der andere Vredesverdragen aangenomen, die zij als volgt uitgedrukt heeft :

Artikel 393 van het Verdrag van Versailles en de overeenstemmende artikelen der andere Vredesverdragen zullen luiden als volgt :

Het Internationaal Arbeidsbureau zal onder de leiding gesteld worden van eenen Beheerraad bestaande uit twee en dertig personen :

Zestien als vertegenwoordigers der Regeeringen,
Acht als vertegenwoordigers der patroons en
Acht als vertegenwoordigers der arbeiders.

Onder de zestien personen die de Regeeringen vertegenwoordigen, zullen er acht benoemd worden door de Leden wier industrieele belangrijkheid de grootste is en zullen er acht benoemd worden door de Leden hiertoe aangewezen door de Regeeringsafgevaardigden ter Conferentie, met uitzondering van de afgevaardigden der acht bovenvermelde Leden. Onder de zestien vertegenwoordigde Leden zullen er zes niet Europeesche Staten moeten zijn.

De mogelijke geschillen over de vraag welke de Leden zijn die de grootste industrieele belangrijkheid hebben zullen door den Raad van den Volkenbond beslecht worden.

De personen die de patroons vertegenwoordigen en de personen die de werklieden vertegenwoordigen zullen respectievelijk verkozen worden door de afgevaardigden der patroons en de afgevaardigden der arbeiders ter Conferentie. Twee vertegenwoordigers der patroons en twee vertegenwoordigers der arbeiders zullen moeten behooren tot niet- Europeesche Staten.

De Raad zal om de drie jaar hernieuwd worden.

De wijze van benoeming tot de openstaande zetels, de aanwijzing der plaatsvervangers en andere vragen van dergelijken aard, zullen mogen geregeld worden door den Raad onder voorbehoud van goedkeuring door de Conferentie.

De Beheerraad zal eenen Voorzitter kiezen in zijn midden en zijn reglement vaststellen. Hij zal vergaderen op tijdstippen die hij zelf zal bepalen. Eene buitengewone zitting zal gehouden worden telkens twaalf van den Raad deel uitmakende personen het schriftelijk zullen gevraagd hebben.

ANNEXE AU N° 247.

Projet de loi portant approbation de l'amendement à l'article 393 du Traité de Versailles et aux articles correspondants des autres traités de paix, adopté par la Conférence internationale du Travail à sa quatrième session (18 octobre-3 novembre 1922).

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres des Affaires étrangères et de l'Industrie et du Travail,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étrangères est chargé de présenter en Notre nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

L'amendement à l'article 393 du Traité de Versailles et aux articles correspondants des autres traités de paix, adopté par la Conférence Internationale du Travail à sa quatrième session (18 octobre-3 novembre 1922) est approuvé.

Donné à Bruxelles, le 25 avril 1924.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre de Affaires Étrangères,

Pour le Ministre de l'Industrie
et du Travail, absent,

Le Ministre des Colonies,

BIJLAGE VAN N° 247.

Wetsontwerp tot goedkeuring van de wijziging in artikel 393 van het Verdrag van Versailles en in de overeenstemmende artikelen der andere Vredesverdragen aangenomen door de Internationale Arbeidsconferentie tijdens haren vierden zitting (18 Oktober-3 November 1922).

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Ministers van Buitenlandsche Zaken en van Nijverheid en Arbeid,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken is gelast, in Onzen naam, aan de Wetgevende Kamers het wetsontwerp waar van de inhoud volgt, voor te leggen :

EENIG ARTIKEL.

De wijziging in artikel 393 van het Verdrag van Versailles en in de overeenstemmende artikelen der andere Vredesverdragen aangenomen door de Internationale Arbeidsconferentie tijdens haren vierden zitting (18 Oktober-3 November 1922), in goedgekeurd.

Gegeven te Brussel, den 25ⁿ April 1924.

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

HYMANS.

Den Minister van Nijverheid
en Arbeid, afwezig,

De Minister van Koloniën,

H. CARTON.

H